

Éditorial

L'Asie centrale si proche de nous

Patrick Chuard

Journaliste

Pourquoi s'intéresser au Kazakhstan? Peu d'entre nous sont capables de situer ce pays sur une carte. Pourtant cet immense territoire d'Asie centrale, entre la Chine et la Russie, entretient des rapports étroits avec la Suisse. Ses réserves pétrolières et gazières intéressent nos milieux économiques. Les démêlés entre le pouvoir kazakh et des oligarques en exil au bord du Léman défraient régulièrement la chronique. La parlementaire bernoise Christa Markwalder (PLR) avait souffert en 2015 d'une manipulation du pouvoir d'Astana, tandis que le Bâlois Christian Miesch (UDC) pourrait se retrouver devant la justice pour de l'argent versé par Thomas Borer, ex-ambassadeur peuplé devenu lobbyiste au service du Kazakhstan. C'est suffisant pour se sentir proches, non?

«Berne aurait un intérêt objectif à aider un partenaire économique important»

Suffisant en tout cas pour suivre la mission parlementaire de Carlo Sommaruga et de Claude Bégli, centrée sur les droits humains. Des témoignages sur la torture, l'arbitraire, les restrictions de libertés ou la corruption montrent que la démocratie est loin d'être appliquée dans les faits au Kazakhstan. Même si la modernisation est en marche, ce système politique où le président, au pouvoir depuis la fin de l'Union soviétique, se fait appeler «Papa» et contrôle tout, régnant avec 200 familles riches sur un pays où 20% des habitants vivent au-dessous du seuil de pauvreté, a quelque chose de féodal.

Certains rétorqueront qu'en matière d'inégalités et de violations des droits humains, il y a pire. Pourquoi la Suisse devrait-elle ennuyer le Kazakhstan avec ces questions? Dans son rapport, le Vaudois Claude Bégli dessine une raison stratégique de s'en préoccuper: la stabilité du pays. «Une évolution vers des structures plus démocratiques semble inéluctable», écrit l'ancien directeur de La Poste. Le mécontentement grandissant d'une partie de la population, associé à la menace islamiste - très présente dans toute l'Asie centrale - constitue un grand péril pour le Kazakhstan. C'est pourquoi Berne aurait un intérêt objectif à aider un partenaire économique important à marcher vers plus de justice et de démocratie. **Pages 2-3**

Bénédicte Maudet reste à la tête de la Police



Réflexions

Au Yémen, les victimes ne peuvent plus attendre!

L'invitée

Petra Schroeter
Directrice de Handicap International Suisse



Alors que les pourparlers de paix pour une solution au conflit qui ébranle le Yémen se succèdent sans résultats, une nouvelle rencontre sous l'égide de l'ONU est prévue le 6 septembre à Genève. La communauté internationale doit peser de tout son poids pour faire cesser les souffrances des Yéménites, en garantissant la protection des civils et l'accès de l'aide humanitaire.

Depuis trois ans, le Yémen est ravagé par un conflit qui oppose les forces gouvernementales et une coalition internationale aux forces houthies. Les civils sont les principales victimes des violences. Le droit international humanitaire est constamment violé, notamment avec le bombardement d'écoles et d'hôpitaux, le recours aux mines antipersonnel et l'entrave à l'accès à l'aide humanitaire. L'utilisation d'armes explosives en zones peuplées est devenue une pratique courante. Dans le monde, cette pratique tue et blesse à 92% des civils.

Les blocus maritimes et aériens imposés par la coalition ont aggravé une situation déjà catastrophique pour trois quarts des Yéménites alors que l'ensemble de la population dépend de l'aide extérieure et des importations commerciales pour survivre. Ils empêchent l'acheminement de produits de base, entraînant de réelles pénuries et une inflation des prix, et conduisant à la fermeture d'hôpitaux.

Les bombardements constants ont déjà blessé et causé la mort de plus de 28 000 personnes et entraîné le déplacement

ment de 3 millions de civils dans tout le pays, selon l'ONU. L'intensité des combats amène un flot de blessés dans les hôpitaux que les infrastructures médicales encore en état de fonctionner n'arrivent pas à prendre en charge. Le Yémen est aujourd'hui au bord d'une famine historique, ravagé par des maladies évitables et menacé par une épidémie de choléra. Toutes les dix minutes, un enfant y meurt de faim, de maladie ou des conséquences de la guerre.

Les ONG internationales fournissent une aide humanitaire vitale à des millions de Yéménites vulnérables, en dépit de la complexité et de la gravité de la situation sécuritaire ainsi que des contraintes bureaucratiques. Malgré cette persévérance et ces efforts, la réponse humanitaire n'est toujours pas à la hauteur des besoins. Le Yémen a besoin d'une action accrue de la part de la communauté internationale dans ce conflit complexe pour

«Le droit international humanitaire est constamment violé»

réduire les souffrances du peuple.

Handicap International rappelle à toutes les parties au conflit l'urgence: prendre des mesures immédiates pour fournir un passage sûr et une assistance adéquate aux civils qui fuient les combats; permettre un accès sans entraves pour l'aide humanitaire et les importations commerciales à l'ensemble de la population; et pour les agences humanitaires, comme requis par le droit international humanitaire; et faire aboutir les négociations de paix.

Il est temps de faire cesser ce massacre. Le Yémen ne peut plus attendre.

Pour un espace muséal du numérique à Bussigny

L'invité

Vincent Keller
Député de l'Ouest lausannois



Le district de l'Ouest lausannois est l'un des plus dynamiques du canton. Grâce à la présence des deux hautes écoles que sont l'EPFL et l'Université de Lausanne, des différentes pépinières de start-up et spin-off (Parc scientifique, Ateliers de Renens) et d'entreprises, notamment technologiques, à très forte valeur ajoutée, il fait figure de moteur scientifique, entrepreneurial et technologique de l'arc lémanique. Une Silicon Valley à la vaudoise dont nous sommes fiers.

Savez-vous seulement que c'est dans cet écosystème que des ordinateurs 100% vaudois ont été conçus, construits et vendus, il y a de cela plus de 40 ans? Ces ordinateurs, les Smaky, étaient même technologiquement en avance sur les machines américaines de l'époque. Les témoins de cette histoire existent. Ils dorment dans des dépôts. C'est la «Collection Bolo», un formidable témoignage de l'histoire de l'informatique, des super-ordinateurs et des jeux vidéo, qui a été patiemment collectée pendant plus de vingt ans par Yves Bolognini.

Elle est bichonnée par quelques ingénieurs passionnés et ultracompétents. Elle est régulièrement présentée, en état de fonctionnement, lors d'événements ponctuels tels que la Nuit des musées, Numerik Games ou encore les Portes Ouvertes de l'EPFL.

Aujourd'hui, il existe une extraordinaire opportunité pour que cette histoire, base de notre présent et fondement de notre futur, soit présentée au public, jeune et moins jeune, dans un espace

muséal moderne. C'est le projet de centre muséo-culturel dans le cadre du plan de quartier Bussigny-Ouest présenté par la Municipalité de Bussigny en mai de cette année et dont la première phase, le crédit d'étude, a été acceptée par le Conseil communal.

Les habitants de Bussigny sont appelés aux urnes le 23 septembre prochain pour dire s'ils acceptent ou non ce magnifique projet. Ils ont là une occasion de faire la fierté de leur commune mais aussi du district de l'Ouest en hébergeant un outil de formation au numérique, une vision du passé pour construire l'avenir.

«Une véritable expérience immersive autour de l'informatique, de ses origines et surtout de son devenir»

Ici, pas de musée «à l'ancienne» alignant des vitrines de vieux ordinateurs poussiéreux. La future présentation de la Collection Bolo est basée sur un concept muséographique imaginé par Marc Atallah, l'homme qui a fait de la Maison d'Ailleurs d'Yverdon-les-Bains le lieu incontournable de la science-fiction dans le canton et au-delà. Cela sera une véritable expérience immersive autour de l'informatique, de ses origines et surtout de son devenir dans un monde toujours plus connecté.

Tout comme la Silicon Valley et son Computer History Museum, le projet de centre muséo-culturel à Bussigny est le chaînon manquant pour prendre le virage numérique demandé, encouragé et gravé dans le Programme de législation 2017-2022 du Conseil d'Etat.

Lausanne

Des spécialistes de la drogue calment les «fantasmes» sur le local d'injection

Évoquant de «fausses attentes», les milieux de la prévention rappellent qu'il s'agit d'un outil de plus mais pas d'une solution miracle

Romarc Haddou

Dans quelques jours et après des années de débat, Lausanne aura son local d'injection. Le municipal Oscar Tosato confirme que l'espace de consommation de drogue sécurisé (ECS) ouvrira ses portes «début octobre» dans le quartier du Vallon. Cette structure, dont la première mouture avait été refusée par référendum en 2007, est désormais très attendue. Pour autant, elle ne doit pas être vue comme une baguette magique, préviennent plusieurs spécialistes.

«Il y a un certain nombre de fausses attentes autour de ce projet et il ne faudrait pas que la population se sente trahie, démarre Jean-Félix Savary, secrétaire général du Groupement romand d'études des addictions (GREA). Le débat a été passionné, il est devenu politique, ce qui implique quelques simplifications. Certains ont compris que nous allons tout régler avec un ECS.» Cette prudence ne vise pas l'existence du local, les milieux de la prévention et de la prise en charge y étant plus que favorables. Il est plutôt question de ses missions, de son fonctionnement et de son intégration dans le réseau d'accueil.

Peu d'effet sur le deal

«Ce projet ne va pas résoudre tous les problèmes de drogue à Lausanne. Il peut agir sur la visibilité de la consommation ou les déprédations de l'espace public mais pas sur l'entier de ce qui nous dérange, notamment le deal de rue», résume Jean-Félix Savary. Pour lui, les évolutions récentes du débat public, notamment suite aux prises de position de Fernand Melgar, pourraient créer de la

confusion sur les objectifs réels. «Après le refus populaire de 2007, ce dossier est revenu parce qu'il y avait de gros problèmes à Riant-Mont et dans les toilettes de la Riponne. C'est à ça qu'il répondait. Or, il y a désormais la question du deal et, comme c'est très émotionnel, certaines personnes pensent que l'ECS va y répondre aussi. C'est inexact. Il n'aura que peu d'effet sur le marché de la drogue et sur la présence des personnes sur l'espace public. Par contre, s'il fonctionne bien, la cohabitation sera meilleure et il n'y aura presque plus d'injections sauvages.»

Directeur général de la Fondation Mère Sofia, Yan Desarzens abonde: «Il faut se réjouir de cette ouverture en étant bien conscient de sa portée. Il peut y avoir des fantasmes autour de cet espace, peut-être même chez certains travailleurs sociaux. Nous attendons d'avoir toutes les informations pour l'appréhender au mieux.»

Ne pas prioriser les Vaudois

Les spécialistes insistent sur la nécessité d'un accueil large, bien que le projet soit «réservé prioritairement à la population vaudoise». «À Zurich, l'accès est réservé aux Zurichois, rappelle Michael Herzig, responsable des salles de consommation zurichoises durant dix ans. La mesure peut se comprendre. Mais imaginez des Valaisans ou des Neuchâtelois qui viennent à Lausanne chercher de la drogue, que vont-ils faire? Eh bien, ils resteront dans la rue pour consommer.»

Un accueil «inconditionnel», c'est déjà ce que pratique Mère Sofia et, donc, ce que défend Yan Desarzens: «Il faut savoir si l'on veut aider les consommateurs lausannois ou la population qui a un problème avec la drogue à Lausanne.»

Pour autant, pas question d'évoquer un quelconque «appel d'air», comme le brandissaient les opposants au projet. «C'est une énorme stupidité. Les consommateurs sont à Lausanne car le produit est à Lausanne. Quand on le possède, on se l'injecte. On ne va pas chercher le meilleur local sur son smart-

«Le débat a été passionné, il est devenu politique, ce qui implique quelques simplifications. Certains ont compris que nous allons tout régler avec ce local»



Jean-Félix Savary
Secrétaire général du Groupement romand d'études des addictions

«Je défends l'accueil inconditionnel. Il faut savoir si l'on veut aider les consommateurs lausannois ou la population qui a un problème avec la drogue à Lausanne»



Yan Desarzens
Directeur général de la Fondation Mère Sofia

PUBLICITÉ

Renault FAMILY DAYS du 6 au 15 septembre

Renault SCENIC KADJAR

Sur tous les modèles: 4 ROUES D'HIVER OFFERTES*.

Rendez-vous visite lors des Family Days et venez découvrir comment Renault fait le bonheur des petits comme des grands.

Plus de détails sur les dates exactes des expositions chez les concessionnaires participants sur renault-familyDays.ch

Ecublens: RENAULT ECUBLENS, 0844 774 774
Cossonay-Ville: RENAULT COSSONAY, 0844 774 774

Aigle: Garage Raoul Halil, 024 466 12 10 – Bex: Garage Kohli SA, 024 463 11 34 – Echallens: Garage Carrosserie des 3 Chênes SA, 021 881 14 35 – Forel/Lavaux: Garage du Carrefour, 021 781 25 25
Monthey: Garage du Nord Monthey SA, 024 473 73 40 – Moudon: Automobiles du Devin SA, 021 905 11 71
Payerne: Garage-Carrosserie Friedli SA, 026 662 40 84 – Vevey: Garage du Funiculaire, 021 921 27 27
Vionnaz: Garage Didier Planchamp, 024 481 15 17 – Yverdon-les-Bains: Clinic Cars Sàrl, 024 426 22 00
Yvonand: Garage Gallandat Pierre SA, 024 430 22 76

*Offre réservée aux clients particuliers dans le réseau Renault participant en cas de signature du contrat entre le 01.09.2018 et le 30.09.2018. Un jeu de roues complètes d'hiver est offert à l'achat d'un véhicule particulier Renault neuf.